

PERSPECTIVES OUEST- AFRICAINES

PEUPEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



par **THOMAS ALLEN,**
PHILIPP HEINRIGS,
LÉONIDAS HITIMANA,
MARIE TRÉMOIÈRES
(Secrétariat du CSAO)

COMMERCE RÉGIONAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les marchés et les échanges régionaux de produits vivriers sont des facteurs déterminants de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Les évolutions du peuplement, en particulier du rapport entre urbains et ruraux (note POA 3), et les transformations du tissu agricole, caractérisées par une part relative des non-producteurs de plus en plus importante (note POA 4), révèlent que l'approvisionnement alimentaire des ménages ouest-africains sur les marchés devient primordial. Les importants flux transfrontaliers exigent d'envisager le fonctionnement de ces marchés dans une perspective régionale. Il importe également d'aborder la dimension informelle de ces échanges, en particulier pour les denrées agricoles. L'absence de ces flux dans les bilans alimentaires, en raison de la difficulté à les estimer, interroge l'utilisation des indicateurs de sécurité alimentaire issus de ces données. Cette note cherche à mettre en évidence ces incohérences statistiques et leurs conséquences sur l'appréhension des problématiques alimentaires. Elle rappelle la nécessité de prendre en considération les flux régionaux, et leur caractère informel, dans l'élaboration des stratégies de sécurité alimentaire.

1 Marchés et échanges
régionaux

2 Disponibilités et
consommations alimentaires

3 La filière maïs
au Bénin

4 Informel et
intégration régionale

*Note publiée par le Secrétariat du Club du Sahel
et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)*

*Les opinions et les interprétations exprimées dans cette
note ne reflètent pas nécessairement les vues de
l'OCDE ou du Secrétariat du CSAO.*

1 MARCHÉS ET ÉCHANGES RÉGIONAUX

Les marchés sont devenus la principale source d'approvisionnement en denrées alimentaires des ménages ouest-africains. Si l'auto-consommation occupe encore une part importante de la consommation alimentaire, la propension des ménages à recourir au marché pour satisfaire leurs besoins nutritionnels est forte et tend à s'accroître (graphique 1). Le programme « Renforcement de l'intégration agricole régionale en Afrique de l'Ouest » (SRAI) estime entre 62 % (Burkina Faso) et 87 % (Sénégal) la contribution des marchés à l'approvisionnement alimentaire des ménages dans les années 2000 pour cinq pays couverts par l'étude. On relève en particulier pour la Côte d'Ivoire une forte augmentation de la part des achats sur les marchés, qui coïncide avec l'accélération du rythme d'urba-

nisation (le rapport urbain/rural (U/R) passe de 0,62 à 0,89 entre 1993 et 2008) consécutive à la reprise de la croissance économique à partir de 1993. L'urbanisation est en effet un facteur déterminant des transformations des modes d'acquisition des produits alimentaires. En milieu urbain, les ménages s'approvisionnent essentiellement sur les marchés, avec en moyenne 93 % de leur panier provenant d'achats réalisés dans les différents circuits de distribution. L'évolution du rapport population non primaire/primaire (PNP/PP) qui accompagne le mouvement d'urbanisation, offre une bonne mesure du développement des marchés de produits alimentaires. Compte tenu du besoin d'harmonisation des données

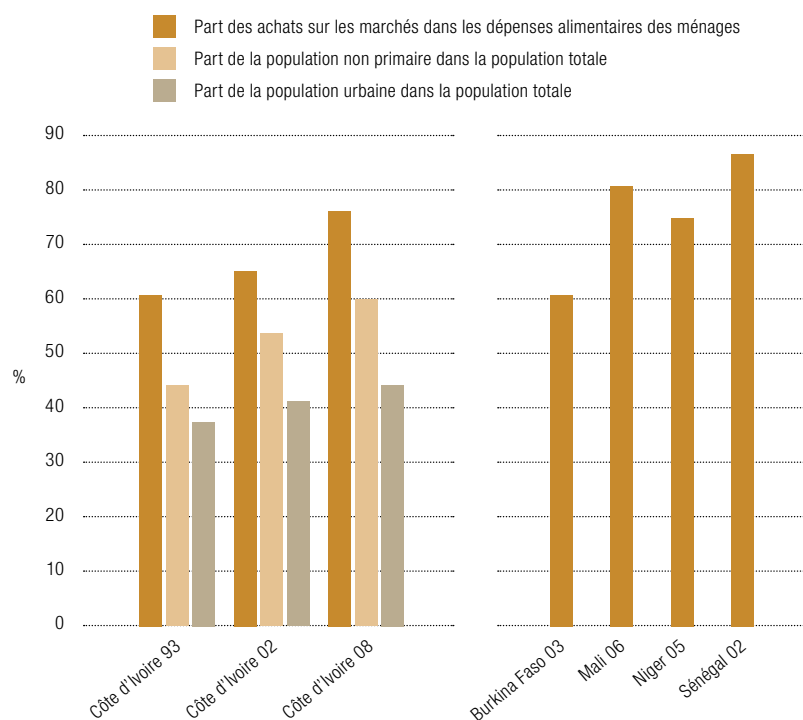
de population agricole au niveau régional (note POA 4), cette note ne reproduit l'évolution relative de PNP que pour la Côte d'Ivoire. On constate une étroite corrélation entre la part de non-producteurs agricoles dans la population totale et l'importance des approvisionnements sur les marchés dans les dépenses alimentaires totales.

Le marché constitue le relais essentiel permettant aux ménages d'assurer leur sécurité alimentaire.

L'analyse de son fonctionnement est par conséquent essentielle à l'évaluation des deux dimensions principales de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité et l'accessibilité à « des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante » (FAO, 1996). L'appréhension de la capacité des marchés à répondre à la demande, en particulier en matière de diversité alimentaire et de stratégie saisonnière d'approvisionnement, exige d'envisager la question au niveau régional.

L'Afrique de l'Ouest est en effet traversée de flux commerciaux. En matière de productions agricoles, les caractéristiques agro-pédologiques apparaissent comme des déterminants majeurs. La diversité des écosystèmes au niveau régional permet de réduire l'aléa climatique et d'élargir les possibilités d'échange. Ces échanges rapprochent les zones de production des bassins de marché, en particulier de la demande des zones urbaines de la côte (agglomérations du Golfe de Guinée et l'Ouest sénégalais). La carte 1 permet de visualiser la diversité et la répartition spatiale des principales productions céréalières en Afrique de l'Ouest. On constate que les productions de mil et de sorgho sont essentiellement concentrées au sud de la ceinture sahélienne : le Burkina Faso, le Mali et la zone frontière Niger-Nigeria apparaissent comme les principaux producteurs. Au contraire, le maïs et le riz sont caractéristiques

graphique 1 – **Parts des approvisionnements sur les marchés dans les dépenses alimentaires des ménages et parts des populations non primaires et urbaines dans la population totale**



Source : MSU, SRAI programme (2011); FAO, PopSTAT; Africapolis (2009) et calculs des auteurs

du tissu productif de la Guinée et de l'arc côtier en général. On relève donc, pour les seules céréales, une complémentarité des productions propice aux échanges.

L'existence et l'importance des flux transfrontaliers est attestée. Le CILSS estime à 34 000 tonnes le volume total des échanges de céréales (sorgho, mil, maïs et riz) entre le Burkina Faso et ses voisins pendant le dernier trimestre 2009¹. Ces flux sont essentiellement informels et échappent souvent à tout contrôle ou enregistrement. Le tableau 1 donne une évaluation de la part du commerce non enregistré au sein de l'UEMOA. Les transactions se déroulant dans l'informel représenteraient 11,3 % des exportations officielles sur la période 1996-2000. Par ailleurs, les échanges peuvent porter sur de petites quantités mais être nombreux, ce qui ne facilite pas leur prise en compte. Les ajustements des politiques monétaires et les opérations d'arbitrage sur les cours des devises, sources importantes de profit, peuvent expliquer le sens des flux et l'importance des échanges entre zones monétaires distinctes. Par ailleurs, l'importance du commerce informel transfrontalier « semble

être inversement proportionnelle au degré d'harmonisation des politiques économiques et fiscales des États contigus »². Les frontières entre un État appartenant à l'UEMOA et un pays, dynamique économiquement, hors-union sont sujets à un trafic informel transfrontalier plus important. De manière générale, il ressort qu'une grande partie des flux régionaux est absente des statistiques de la comptabilité nationale.

Une part importante des flux régionaux est absente des statistiques de la comptabilité nationale.

2 Soulé, B.G. (2010), Le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest : potentiel, obstacles et lignes d'évolution, dans « Le futur du commerce intra-régional en Afrique de l'Ouest », Enda tiers-monde, p. 52.

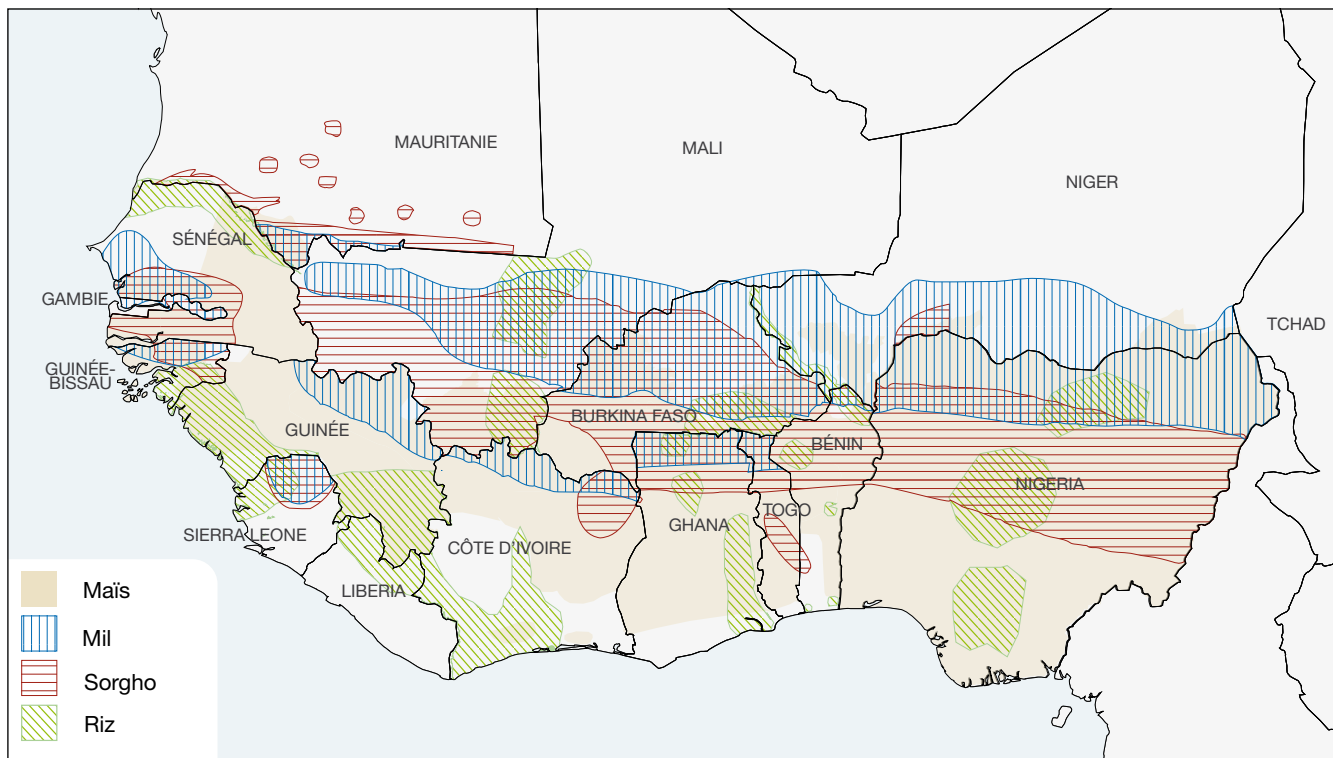
tableau 1 – Part du commerce non enregistré dans les exportations officielles au sein de l'UEMOA

| | Moyenne 1996–2000 | Frontière avec |
|---------------|-------------------|----------------|
| Bénin | 92,1 % | Nigeria |
| Burkina Faso | 25,6 % | Ghana |
| Côte d'Ivoire | 6,8 % | Ghana |
| Mali | 1,7 % | – |
| Niger | 48,4 % | Nigeria |
| Sénégal | 2,6 % | – |
| Togo | 76,5 % | Ghana |
| Moyenne UEMOA | 11,3 % | – |

Source : Adjovi et al. (2008), cité dans Soulé (2010), Le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest : potentiel, obstacles et lignes d'évolution.

1 Résultats du test de suivi des flux transfrontaliers (septembre-décembre 2009).

carte 1 – Principales zones de production céréalières



Source : USAID, Trade Hub (2011) ; CILSS/CIRAD/FAO/FEWSNET/PAM, « Crise rizicole, évolution des marchés et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest » (2011)

2 DISPONIBILITÉS ET CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES

La FAO produit, chaque année et pour chaque pays, des bilans alimentaires qui retracent les quantités disponibles pour la consommation humaine (encadré 1). Ces informations sont devenues des outils incontournables des stratégies de sécurité alimentaire. C'est à partir de ces bilans que sont calculées les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA), indicateurs phare des politiques nutritionnelles. Faute de données d'enquête de consommation alimentaire, ces disponibilités sont souvent assimilées aux apports énergétiques. En effet, quand bien même la FAO avertit que les bilans alimentaires donnent la mesure de la consommation humaine «dans la perspective des disponibilités», ils sont communément utilisés pour les profils et tendances de consommation par pays.

Le tableau 2 donne pour le Burkina Faso les disponibilités alimentaires par habitant issues des bilans alimentaires de la FAO en 2003. A la même période, l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a conduit une enquête sur les conditions de vie des ménages respectant le protocole méthodologique QUIBB¹. Ce travail permet de suivre les dépenses alimentaires de 8 500 ménages burkinabés répartis dans 425 zones de dénombrement. Par ailleurs, la Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire (SONAGESS) dispose de données mensuelles de prix collectées par marché dans le cadre du Système d'information sur les marchés agricoles (SIM). Pour quatre céréales essentielles (sorgho, mil, maïs et riz), des quantités consommées moyennes par habitant peuvent être précisément calculées après imputation des niveaux de prix régionaux observés pendant la période d'enquête. On constate tout d'abord que les quantités effectivement consommées diffèrent significativement des quantités disponibles pour l'alimentation humaine estimées

par la FAO. À l'exception du mil, les écarts d'estimation varient selon que l'on considère les données macroéconomiques (FAO) ou celles microéconomiques (INSD). La consommation de sorgho et de maïs est très surestimée dans les bilans alimentaires de la FAO, de l'ordre de 15 à 19%. Au contraire, la consommation de riz y est 26% plus basse qu'observée dans les données d'enquête. Le Burkina Faso est en effet connu pour être un producteur important de sorgho, mil et maïs. Il est en revanche importateur net de riz, notamment de riz asiatique qui transite depuis les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana et Togo). Ces éléments nous permettent de suggérer que la mauvaise prise en compte des flux de commerce intrarégional de produits vivriers dans les bilans alimentaires fausse le calcul du solde que sont les disponibilités alimentaires.

Rappelons que les disponibilités alimentaires sont estimées par différence entre, d'un côté, la production, le solde commercial (importations – exportations) et les variations de stocks et, de l'autre côté, toutes autres utilisations (semences, alimentation animale, etc.) que celles destinées à l'alimentation humaine. Les disponibilités pour la consommation sont donc données par le résidu (encadré 1). Les exportations et importations reportées par la FAO émanent des données officielles et ne prennent donc pas

en compte les flux non enregistrés ou contrôlés. Hypothèse est donc posée que la non-prise en compte du commerce régional informel, dont l'existence est attestée dans plusieurs travaux, entraîne des estimations biaisées des disponibilités alimentaires. Dans le cas du Burkina Faso, la FAO sous-estimerait les importations

La non-prise en compte du commerce régional informel entraîne des estimations biaisées des disponibilités alimentaires.

de riz, ce qui la conduit à une composition du panier alimentaire des Burkinabés plus pauvre en riz que relevée par l'enquête INSD. Au contraire, le Burkina Faso, important producteur de sorgho, exporterait plus de ces denrées que ne l'envisage la FAO. Il en irait de même pour le maïs. Il s'ensuit une ration alimentaire relativement différente et des apports énergétiques globalement moindres (au regard de ces seuls quatre aliments).

tableau 2 – Disponibilités et consommations alimentaires au Burkina Faso (2003)

| en kg/hab./an | Bilans alimentaires (FAO 2003) | QUIBB (INSD 2003) | Écarts |
|---------------|--------------------------------|-------------------|--------|
| Sorgho | 89,6 | 75,23 | +19% |
| Mil | 72,6 | 72,78 | 0% |
| Maïs | 48,1 | 41,87 | +15% |
| Riz | 16,6 | 22,29 | -26% |

Source : FAO, Food Balance Sheet ; INSD, enquête sur les conditions de vie des ménages et calculs des auteurs.

1 QUIBB : Questionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être.

BILANS ALIMENTAIRES

Les bilans alimentaires indiquent « pour chaque denrée – c'est-à-dire pour chaque produit primaire et pour un certain nombre de produits transformés potentiellement utilisables pour la consommation humaine – les sources d'approvisionnements et leur utilisation. La quantité totale des denrées alimentaires produites dans un pays, majorée de la quantité totale importée et ajustée en fonction des variations éventuelles des stocks depuis le début de la période de référence, correspond aux disponibilités durant cette période. Du côté de l'utilisation, il faut distinguer les quantités exportées, utilisées pour l'alimentation animale, employées comme semences, transformées à des fins alimentaires ou autres, les pertes en cours de transport et de stockage et les approvisionnements disponibles pour l'alimentation humaine [...]. Pour obtenir les disponibilités par habitant de chaque denrée utilisée pour la consommation humaine, on divise les quantités respectives par le nombre des personnes qui ont eu effectivement accès à ces approvisionnements. [...]

Une fois que les estimations des autres composantes de la disponibilité intérieure ont été établies, l'estimation des quantités d'aliments disponibles pour la consommation humaine est habituellement dérivée par différence. Puisque l'estimation des quantités d'aliments disponibles pour la consommation humaine est faite par différence, sa fiabilité dépend de la disponibilité et de l'exactitude des autres termes de l'équation dont elle constitue le solde. Si la plupart des données de base sont disponibles et fiables et que les ajustements se fondent sur des jugements solides, l'estimation des quantités d'aliments disponibles pour la consommation humaine est probablement fiable, elle aussi. »

(FAO, Les bilans alimentaires – Manuel, 2003, p. 2–7)

Aperçu général du marché mondial des céréales ¹

| | 2009/10 | 2010/11 <i>estim.</i> | 2011/12 <i>prév.</i> | Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11 |
|--|---------------------------|--------------------------|-------------------------|---|
| | <i>millions de tonnes</i> | | | % |
| BILAN MONDIAL | | | | |
| Production | 2 262.7 | 2 237.6 | 2 314.9 | 3.5 |
| Commerce ² | 276.1 | 274.8 | 276.0 | 0.4 |
| Utilisation totale | 2 234.4 | 2 279.1 | 2 311.3 | 1.4 |
| Alimentation | 1 037.3 | 1 054.2 | 1 069.2 | 1.4 |
| Fourrage | 767.2 | 774.3 | 785.8 | 1.5 |
| Autres utilisations | 430.0 | 450.7 | 456.3 | 1.2 |
| Stocks de clôture | 533.6 | 490.0 | 493.9 | 0.8 |
| INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE | | | | |
| Consommation par habitant: | | | | |
| Monde (kg/an) | 151.9 | 152.5 | 152.9 | 0.3 |
| PFRDV (kg/an) ³ | 156.9 | 158.0 | 158.9 | 0.6 |
| Rapport stocks mondiaux- utilisation (%) | 23.4 | 21.2 | 21.0 | |
| Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%) | 18.6 | 15.3 | 15.4 | |
| Indice FAO des prix des céréales (2002-2004=100) | 2009 | 2010 | 2011 Jan-Mai | Variation: Jan-Mai 2011 par rapport à Jan-Mai 2010 % |
| | 174 | 183 | 256 | 59.8 |

¹ Riz en équivalent usiné

² Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin pour le blé et les céréales secondaires et janvier/décembre pour le riz

³ Pays à faible revenu et à déficit vivrier

Source : FAO, Perspectives de l'alimentation – Analyse des marchés mondiaux, juin 2011

3 LA FILIÈRE MAÏS AU BÉNIN

La prise en compte des flux régionaux de produits vivriers dans l'établissement des bilans alimentaires est essentielle à l'élaboration d'une stratégie de sécurité alimentaire: Exemple au Bénin où la production céréalière est dominée par le maïs.

Commerce régional et bilans alimentaires

Dans une étude récente¹, le Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES) rapporte qu'au début des années 1990 les exportations informelles de maïs du Bénin vers ses voisins étaient estimées à 30 000 tonnes, «dont 15 000 tonnes pour le Niger, 5 000 à 6 000 tonnes pour le Togo et le reste pour le Nigeria». Aux mêmes dates, les bilans alimentaires de la FAO estiment que les flux sortants de maïs sont nuls (tableau 3). Faute de statistiques fiables, les auteurs de ce rapport ne peuvent poursuivre plus avant la reconstitution des échanges de maïs béninois ou donner une idée de leur ampleur.

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 2001, consacré aux questions de pauvreté, avance que le secteur informel représentait 92,8 % de l'emploi non agricole au Bénin en 1990, soit le taux le plus élevé de l'Afrique sub-saharienne². En termes de revenu national, l'économie informelle béninoise était estimée à 71,6 % de son PIB à la fin des années 1990³. En matière d'échanges, à partir des statistiques de la BCEAO, Adjovi et al. (2008) évaluent à 92% la part du commerce non enregistré dans les exportations totales du Bénin.

Le tableau 3 transcrit les bilans alimentaires du Bénin pour le maïs en 1990 et entre 2000 et 2003. On observe que les variations de production se répercutent presque proportionnellement sur le solde des disponibilités alimentaires. Alors que la production

de maïs bondit de 26,7 % en 2003, les disponibilités alimentaires intérieures augmentent de 24,6 % et celles par habitant de 20,5 %. Il est cependant fort peu probable, compte tenu de l'inertie des habitudes alimentaires, que la consommation de maïs par habitant ait pu progresser si rapidement. Une si grande disponibilité de maïs aurait d'ailleurs dû se traduire par des fluctuations à la baisse sur les prix ; SIMA-Bénin⁴ rapporte en effet d'importantes baisses de prix maïs, compte tenu de l'ordre de grandeur des élasticités-prix de la demande pour le maïs au Bénin (-0,41 selon l'USDA), celles-ci n'auraient pu avoir de telles conséquences sur les quantités consommées. On constate par ailleurs que les exportations enregistrées ont plus que quintuplé en 2003. Il apparaît donc beaucoup plus vraisemblable que la hausse de la production, si elle n'a pas été absorbée par les variations de stocks, est allée alimenter les flux transfrontaliers informels de maïs. Ces échanges intra-régionaux sont une variable d'ajustement essentiel dont

2 Charmes, J. (1998), « Informal sector, Poverty and Gender, A Review of Empirical Evidence », Background paper for the World Development Report 2001, Banque mondiale.

3 Charmes, J. (2000), « Measurement of the Contribution of the Informal Economy and Informal Employment to GDP in Developing Countries: Some Conceptual and Methodological Issues », cité dans le Rapport Afrique de l'Ouest 2007-2008, OCDE.

4 SIMA-Bénin: Système d'information sur le marché agricole du Bénin.

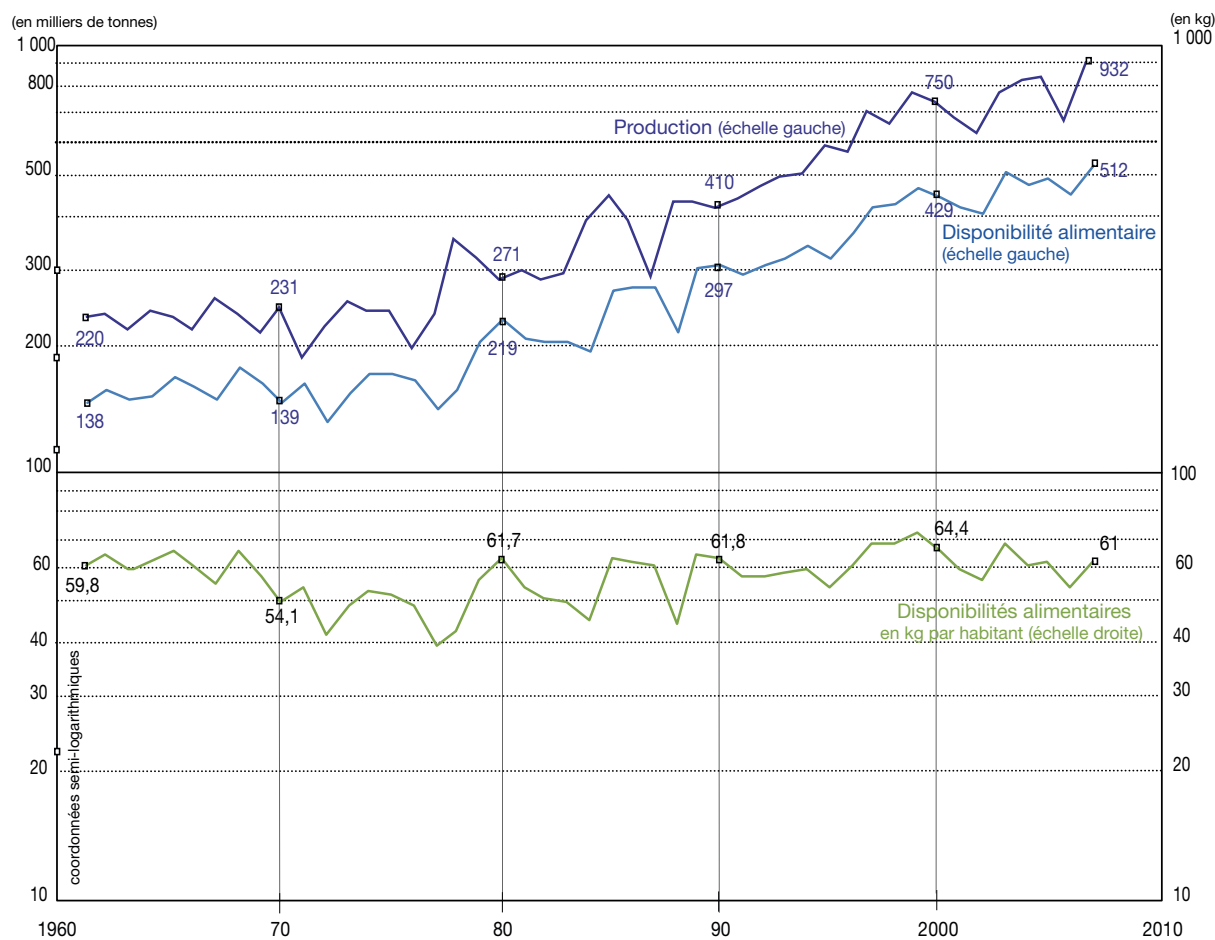
1 Igue, J. (2008), Le secteur informel au Bénin: État des lieux pour sa structuration, LARES, p. 21.

tableau 3 – Bilans alimentaires du Bénin (1990 et 2000–2003)

| | 1990 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Production (tonnes) | 409 994 | 750 442 | 685 902 | 622 136 | 788 320 |
| <i>Taux de croissance annuel</i> | – | – | (-8,6%) | (-9,3%) | (26,7%) |
| + Importations (tonnes) | 10 027 | 100 | 1 795 | 2 439 | 446 |
| - Exportations (tonnes) | 0 | 55 | 31 | 8 | 47 |
| <i>Taux de croissance annuel</i> | – | – | (-43,6%) | (-74,2%) | (487,5%) |
| + Variation de stocks (tonnes) | 11 000 | 6 000 | -35 000 | 0 | 0 |
| = Disponibilités alim. intérieures (tonnes) | 431 021 | 756 497 | 652 667 | 624 567 | 788 719 |
| - Alimentation animale (tonnes) | 13 500 | 117 000 | 52 000 | 52 000 | 75 000 |
| - Semences (tonnes) | 9 288 | 12 468 | 14 093 | 13 251 | 14 283 |
| - Perte (tonnes) | 111 690 | 197 897 | 180 218 | 164 208 | 207 158 |
| = Disponibilités alimentaires (tonnes) | 296 543 | 429 132 | 406 335 | 395 108 | 492 278 |
| <i>Taux de croissance annuel</i> | – | – | (-5,3%) | (-2,8%) | (24,6%) |
| Disponibilités alimentaires par hab. (kg) | 61,8 | 64,4 | 59,1 | 55,5 | 66,9 |
| <i>Taux de croissance annuel</i> | – | – | (-8,2%) | (-6,1%) | (20,5%) |

Sources: FAO, Food Balance Sheet et calculs des auteurs.

graphique 2 – Évolutions de la production et des disponibilités de maïs au Bénin (1961–2007)



Source : FAO, Food Balance Sheet et calculs des auteurs.

l'absence de prise en compte explique la très forte variabilité du solde destiné à la consommation alimentaire.

Le graphique 2 reproduit les évolutions de la production et des disponibilités alimentaires, intérieures et par tête, entre 1961 et 2007. Il révèle que la variabilité de la production se reporte symétriquement sur les disponibilités alimentaires intérieures. La population évoluant à un taux plus stable, les disponibilités par tête sont quant à elles moins aléatoires⁵ mais accusent tout de même de fortes variations. Si la consommation est fonction de l'offre, en particulier dans les pays en développement, des mécanismes permettent de limiter les variations excessives et soudaines des quantités consommées. Il en est ainsi des stocks, dont les varia-

tions peuvent comporter une grande marge d'erreur dans les bilans alimentaires, de l'avis même de la FAO⁶. Nous ajoutons que les échanges régionaux contribuent également au lissage des niveaux de consommation. La demande est en effet un déterminant majeur des mutations agricoles et ses évolutions peuvent entraîner une réorientation de la direction des flux d'échange. Il importe donc de capturer la dynamique des bassins de marché régionaux pour l'élaboration de stratégies de sécurité alimentaire.

Bassins de marchés et flux transfrontaliers

Le LARES⁷ rapporte que le maïs participe au commerce vivrier dans la région depuis le début du siècle

dernier. Les autorités dahoméennes profitent de l'installation d'une société allemande, négociant en maïs, « pour encourager de façon systématique la culture du maïs dans le Sud du pays (...) C'est le début de la diffusion de cette céréale à la fois au Sud du Bénin et du Nigeria. De cette expérience naquirent d'importants marchés de collecte tels que Pobé, Dogbo et Ouègbo [...] ». Après la Première Guerre mondiale et le retrait des négociants allemands, les excédents de maïs se redirigent vers le Nigeria et le Ghana, et alimentent de nouveaux flux transfrontaliers (en particulier destinés à l'approvisionnement de brasseries). Jusqu'au milieu des années 90, profitant du développement du coton⁸, la culture du maïs se généralise à l'ensemble du territoire et « fait ainsi du Bénin un

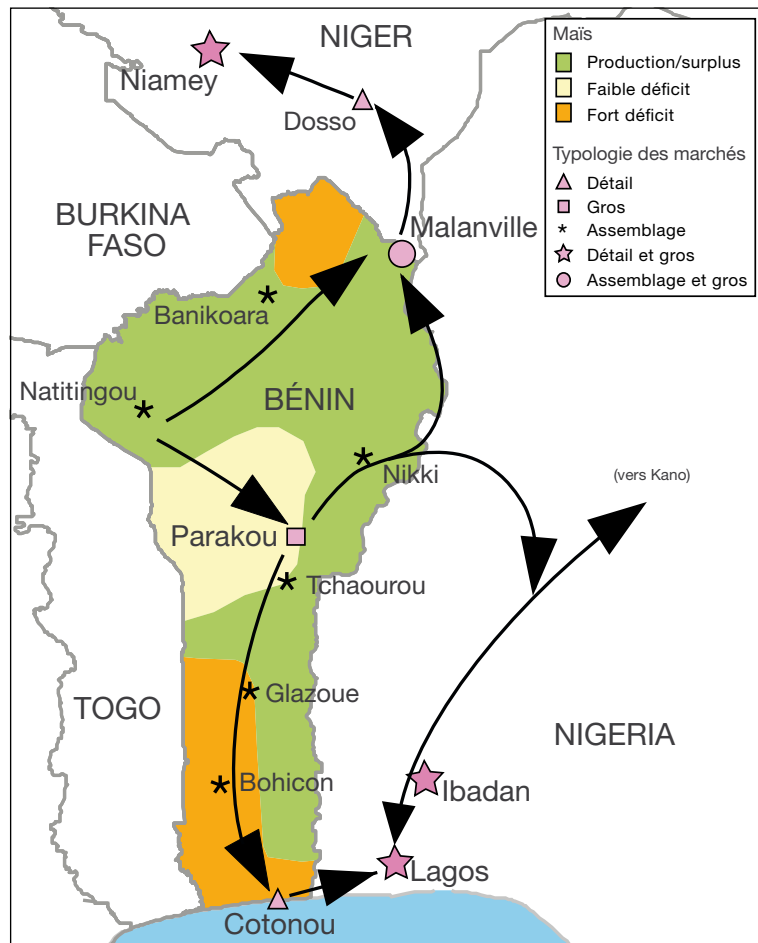
5 Les variations à la hausse des disponibilités alimentaires par tête sont nécessairement limitées compte tenu de la croissance démographique. Il en résulte une quantité par tête assez stable sur la période.

6 Jacobs et Summer (2002) : « The Food Balance Sheets of the Food and Agriculture Organization: A Review of Potential Ways to Broaden the Appropriate Uses of the Data », FAO.

7 Igue, J. (2008), Le secteur informel au Bénin : État des lieux pour sa structuration, LARES, 58 p.

8 L'utilisation des engrais pour le maïs est directement liée à celle du coton.

carte 2 – Flux transfrontaliers de maïs à partir du Bénin



Source : USAID, FEWSNET

pays excédentaire pour sa production. [...] Cet excédent est tantôt vendu au Nigeria, tantôt au Niger et au Togo » (p. 21).

La carte 2 restitue les échanges transfrontaliers de maïs du Bénin avec ses voisins. Les principales zones de production de maïs se situent autour de Parakou, en particulier entre Parakou et Gogounou, où les conditions agro-pédologiques sont très favorables. Deux importants bassins de demande semblent attirer le maïs béninois : au Sud, les agglomérations du golfe de Guinée (de Cotonou à Lagos) et, au Nord, Niamey (Niger) et Kano (Nigeria). Dans le cadre du projet SRAI, Soulé et Gansari (2010) mettent à jour la dynamique des échanges régionaux des céréales en Afrique de l'Ouest. Pour le Bénin, ils rappellent l'importance de la place de Malanville, très active « pour les transactions de [...] maïs provenant du

Centre et du Nord du Bénin à destination des marchés de Dosso et de Niamey » (p. 64). De leur côté, les villes du sud-ouest du Nigeria (Abéokuta, Oyo, Ibadan) « reçoivent du maïs collecté dans le bassin méridional de production du Bénin (Kétou et Pobè) » (p.65). Cependant, les échanges ont pu également se faire en sens inverse ; Cotonou a ainsi dû s'approvisionner en maïs du Nigeria pour gérer les périodes de soudure. Une mission conjointe d'experts du CILSS menée en 2008 à certains postes frontaliers donnent également une indication partielle du sens des transactions de céréales, qui partent pour l'essentiel du Nigeria et du Bénin pour le Niger, et de leur ampleur. Ils estiment à 1315 tonnes les importations de maïs du Niger en provenance du Bénin pour les mois de janvier et février 2008. Par ailleurs,

l'étude K²M (Katsina-Kano-Maradi⁹) faisait déjà état en 2006 d'importants flux de céréales sèches en direction du Niger. Ils estimaient à des « centaines

Il importe de capturer la dynamique des bassins de marché régionaux pour l'élaboration de stratégies de sécurité alimentaire.

de milliers de tonnes de céréales » les flux de céréales passant chaque année la frontière entre le Niger et le Nigeria. « La majorité – mais non l'exclusivité – des flux provient du Nigeria et se dirige vers le Niger » (p. 15).

9 CILSS/CSAO/FEWSNET/OCHA/PAM/Resimao/Unicef (2006), Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano Katsina Maradi (K²M).

TRANSPORT ROUTIER EN AFRIQUE DE L'OUEST

« La plupart des commerçants ouest-africains en céréales et bétail opèrent [...] dans le secteur informel et traitent aisément avec des transporteurs du secteur informel. Il existe de grands commerçants en céréales qui disposent généralement de leurs propres flottes de camions, mais le travail de terrain pour cette étude a révélé que beaucoup d'entre eux recourent également aux pratiques informelles. Ils ont tendance à utiliser des transporteurs du secteur informel pour compenser les insuffisances de leurs propres capacités de transport.

Les sociétés de transport du secteur formel recherchent les contrats à long terme afin de disposer de la visibilité nécessaire pour maintenir leurs investissements profitables. Le secteur des céréales et du bétail les attirent peu parce que, aussi bien les petits commerçants sans

camion que les plus grands commerçants disposant d'une flotte de transport, ont des besoins de convoyage généralement imprévisibles qui coïncident rarement avec leurs disponibilités.

Les transporteurs pratiquent généralement des tarifs « port-vers-Sahel » en ne supposant aucune cargaison au retour, par conséquent si les conducteurs peuvent trouver du fret pour le trajet retour, ils ne facturent pas autant que pour le trajet aller. Dans la mesure où les flux de bétail se déplacent généralement du Sahel vers la côte, le bétail convient particulièrement aux transporteurs (ou à leurs conducteurs) qui livrent le fret des ports aux pays enclavés et se trouvent ensuite sans marchandise au retour [...]. Alors que la plupart des sociétés de transport du secteur formel avec des contrats « port-vers-Sahel » commandent à leurs conducteurs

de rentrer rapidement sans chargement pour récupérer les cargaisons suivantes à destination du nord, beaucoup de conducteurs du secteur informel recherchent les cargaisons de bétail afin de générer des revenus supplémentaires. Celles-ci ne constituent pas une charge lourde [...] et ont donc l'avantage de ne pas aggraver l'usure du véhicule. Par ailleurs, les commerçants en bétail souhaitant réduire au minimum la mortalité et les pertes de poids de leurs animaux, sont disposés à payer les rançonnages qui jalonnent leur parcours pour acheminer leurs bêtes aussi vite que possible, accomplissant ainsi un retour rapide vers la côte. »

USAID, Trade Hub, « Regional Agricultural Transport and Trade Policy Study », 2011, p. 64 (traduction des auteurs).



© West Africa Trade Hub, 2011 (traduction, version originale en anglais)

4 INFORMEL ET INTÉGRATION RÉGIONALE

Le secteur informel est fréquemment considéré comme un obstacle majeur à la réalisation des gains liés à l'intégration régionale. Cependant, les échanges informels semblent les plus intenses entre zones monétaires et pays appartenant à des ensembles économiques intégrés distincts. C'est le cas du Togo et du Burkina Faso vis-à-vis du Ghana, mais également du Bénin et du Niger vis-à-vis du Nigeria (tableau 1). Par ailleurs, les réseaux informels peuvent également permettre aux populations l'accès, autrement impossible, aux marchés. Par exemple, la non-prédictibilité structurelle de la production agricole et les volumes parfois modestes échangés n'autorisent pas toujours de recourir au secteur de transport formel (encadré 2). Une part importante

des échanges de produits vivriers, essentiels à la sécurité alimentaire, se déroule donc dans et grâce au secteur informel. Les pratiques informelles ne sont pas une solution à long terme pour réduire la pauvreté, elles sont cependant une étape – et non un obstacle – sur le chemin vers le développement.

► **Une prochaine note POA** s'attachera en particulier à la problématique du secteur informel en Afrique de l'Ouest.

Glossaire

→ Bilan alimentaire

Un bilan alimentaire fournit une image macroéconomique des quantités disponibles pour la consommation humaine d'un pays à une période donnée.

→ Disponibilités alimentaires

Les disponibilités alimentaires sont estimées par différence entre, d'un côté, la production, le solde commercial (importations – exportations) et les variations de stocks et, de l'autre côté, toutes autres utilisations (semences, alimentation animale et pertes) que celles destinées à l'alimentation humaine.

→ Mouvement d'urbanisation

Évolution au cours de laquelle la proportion de la population urbaine dans la population totale s'élève.

→ Rapport population non primaire/primaire (PNP/PP)

Le rapport entre la population non agricole et la population agricole, qui peut ne pas être exclusivement rurale, fournit un premier indicateur de développement des marchés de produits alimentaires.

→ Rapport urbains/ruraux (U/R)

Le rapport entre la population urbaine et la population rurale, indicateur non borné (contrairement au taux d'urbanisation), permet en première analyse d'envisager la capacité du monde rural à approvisionner le monde urbain.

→ Rythme (ou vitesse) d'urbanisation

Taux de croissance du rapport entre la population urbaine et la population rurale (qui est égal au différentiel des croissances démographiques urbaine et rurale).